

"Notre système a démocratisé l'accès à l'enseignement mais pas la réussite"

Interview de Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne et président des associations Agir pour l'école et Teach for France

Publié le 6 avril 2017 – Mis à jour le 19 novembre 2018

Après une première séance consacrée à l'industrie française, et en amont d'une autre dédiée au *Big Data*, le club de réflexion Construire l'avenir, initié par le Cnam, s'est penché avec Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne et président des associations Agir pour l'école et *Teach for France*, sur le système éducatif français. Interview.



© Institut Montaigne

Vous pointez un système éducatif en proie à des difficultés accrues et accusant un fort retard par comparaison à ses voisins européens...

L'enquête TIMSS [1](#) nous montre que les élèves français de CM1 sont ceux qui entretiennent avec les mathématiques et les sciences le rapport le plus difficile. Selon ces enquêteurs, seuls 61% des enseignants français se sentent à l'aise pour améliorer la compréhension de leurs élèves contre 79% en Europe. Les jeunes Français lisent également moins bien que la moyenne de leurs voisins européens.

L'enquête Pisa [2](#) a montré que les performances des élèves français diminuent au fil des années avec une augmentation des écoliers les plus en difficulté. L'origine sociale des parents conditionne massivement la trajectoire

scolaire des enfants. Entre 2011 et 2015, le nombre d'élèves issus des milieux socioéconomiques défavorisés obtenant malgré tout d'excellents résultats dans le système éducatif français est par exemple passé de 7,5% à 3%. Alors que dans le même temps, l'Allemagne voit cette même part augmenter de 5,6% à 8,7%.

Cette situation ne peut pas nous laisser indifférents. **Les difficultés du système éducatif français** sont concentrées sur l'école maternelle et élémentaire. Les **politiques publiques d'apprentissage** sont en situation de décélération et la **formation professionnelle est puissamment anti-redistributive**. Ainsi, cinq chômeurs sur six n'ont pas accès à des formations pour améliorer leurs compétences. Les études sur le taux d'emploi des jeunes laissent apparaître des divergences fortes, qui se creusent depuis la crise financière de 2008.

Face à ces difficultés, quelles solutions proposez-vous ?

D'abord d'améliorer la courbe de financement de l'éducation nationale, car l'enseignement secondaire – le lycée particulièrement – reçoit actuellement des financements importants et le **déséquilibre se creuse au détriment du primaire**. Par ailleurs, **la place de l'enfant dans le système scolaire doit être repensée**. Son développement et son bien-être sont primordiaux. Or, les précédentes réformes ne les ont pas placés au centre des considérations. La **réforme des rythmes scolaires** n'a par exemple pas servi leur cause. Il aurait fallu oser diminuer les vacances d'été contre la suppression de la demi-journée de cours supplémentaire. Ne dispenser aucun cours pendant deux mois est une mauvaise mesure. D'autre part, les politiques publiques éducatives doivent laisser davantage de liberté au terrain.

Une **refonte de la formation continue des enseignants** s'impose. Sur le milliard d'euros consacré à la formation des enseignants, une part trop marginale est consacrée à l'achat d'heures de formation.

Il faudrait aussi améliorer **l'autonomie des établissements scolaires**. Les directeurs d'écoles primaires ont très peu de pouvoir. Dans le secondaire, les équipes doivent disposer d'une marge de manoeuvre afin de dessiner des projets permettant de différencier les établissements. Enfin, il n'y a **pas d'autonomie sans responsabilité**. Celle-ci se niche dans l'évaluation. L'association Agir pour l'école déploie par exemple des méthodes insufflées par la **psychologie cognitive** dans des territoires sensibles pour évaluer les gains en lecture des élèves.

Certaines classes concentrent entre 5% et 10% d'élèves en grande difficulté en matière de conscience phonologique, d'autres 15-20%, ou 40, voire 75% ! Ces résultats prouvent qu'une **politique homogène ne peut être efficace**, compte tenu de **l'hétérogénéité des classes**.

Tous les établissements secondaires doivent être évalués au moins une fois tous les trois ans, le diagnostic doit être partagé avec les parents et diffusé sur le Web. Nous devrions nous inspirer des méthodes d'évaluation du **système éducatif en Angleterre** qui s'apparentent à de réelles opérations de vérité, sans jamais être punitives. En bref, le système éducatif français a permis de **démocratiser l'accès à l'enseignement**. Cependant, nous n'avons **pas démocratisé la réussite**. Repenser le financement, remettre les enfants au coeur du système, former et collaborer avec les enseignants, et refondre le système d'évaluation me semblent des pistes fondamentales qu'il faut mettre en oeuvre au plus vite.

Mal classée dans l'enquête **Pisade 2001**, l'Allemagne a entrepris de nombreuses réformes qui lui ont permis de sortir de l'ornière. Quels enseignements peut-on en tirer ?

L'enseignant allemand bénéficie d'une considération très différente de son homologue français. Sa position sociale, sa rémunération, son image dans la société sont bien meilleures. L'éducation nationale doit accompagner les enseignants et s'assurer de **labonne formation** de ces derniers, dans la bienveillance mais sans complaisance. Ce souffle doit être insufflé depuis le haut de la pyramide. L'effet d'asphyxie dans lequel nous nous trouvons est aussi le fruit d'une alternance politique conduisant des réformes souvent contradictoires avec celles de la majorité précédente. L'organisation du système éducatif et l'analyse de ses défaillances expliquent certainement nos divergences de performances avec le système allemand.

Comment réformer la formation des enseignants ?

La refondation de l'école ne peut pas s'appuyer uniquement sur la **formation initiale des enseignants**, car les recrutements sont trop faibles. Le corps enseignant ne se renouvelle en effet qu'à hauteur d'environ 3% par an. Je déplore une **formation continue défailante** et une formation initiale qui ne répond pas aux objectifs du système éducatif. Pour pallier cela, je propose **le développement d'une formation en alternance dès la licence**. L'**Institut Montaigne** a publié un travail sur le compte emploi-formation. La formation professionnelle des enseignants en dehors de leur temps de travail en classe ne peut se réaliser sans incitations. Elle doit être monétisée.

L'entreprise a-t-elle sa place dans l'enseignement ?

Je suis convaincu que les entreprises ont un rôle majeur à jouer dans l'enseignement professionnel. Je souhaite que nous **doublions ou triplions le nombre d'apprentis ou d'alternants** présents dans cette voie. Systématiser l'**interpénétration des centres de formation des apprentis (CFA) et des lycées professionnels** me semble un enjeu majeur. Aussi, les rencontres entre les cadres du ministère et les chefs d'entreprise ne sont pas assez fréquentes. Les craintes selon lesquelles les entreprises souhaiteraient formater le cerveau des élèves sont totalement aberrantes et infondées !

Comment rétablir l'équité en matière d'orientation des élèves ?

Il faudrait renforcer la **transparence sur les filières d'orientation**. Rétablir l'équité en matière d'orientation nécessite le courage de publier les taux de réussite et l'efficacité des formations dispensées dans chaque établissement. Ainsi, les élèves pourront se faire leur propre opinion sur chaque formation. L'apprentissage est la voie normale, qui permet à un élève d'exercer plus de 200 métiers différents. Je suis favorable au **maintien du collège unique**. Nous souhaitons ouvrir davantage de BTS aux lycées professionnels. 40% des personnes qui bénéficient des Conventions d'éducation prioritaire de Sciences-Po proviennent de la classe moyenne. La diversification de l'origine des étudiants est un symbole positif de la démocratisation de la réussite.

¹ Trends in International Mathematics and Science Study.

² [Program for International Student Assessment](#).

► | Formation | Société | Entreprise

Le club de réflexion Construire l'avenir

Réunissant sous l'impulsion du Conservatoire, parlementaires, représentant-e-s de la société civile et expert-e-s, le club de réflexion Construire l'avenir vise à alimenter le débat public autour de problématiques sociétales. Intitulée «l'éducation, le meilleur antidote à la crise», le deuxième rendez-vous de ce club avait pour ambition, selon Olivier Faron, « *de faire partager la connaissance pour favoriser une société plus inclusive. "L'éducation comme antidote à la crise" est ainsi une problématique au coeur de nos convictions. Et, démocratiser la réussite est la plus belle ambition que nous puissions avoir.* »

<http://blog.cnam.fr/travail/formation-professionnelle/notre-systeme-a-democratise-l-acces-a-l-enseignement-mais-pas-l->